



USR CNRS-UB 3516



MAISON
DES SCIENCES
DE L'HOMME
DE DIJON



Appel à communications

Colloque scientifique

« Déviance, délinquance et marginalisation dans l'espace public : pratiques de publics, interventions sociales et sécuritaires, et mutations politiques »

27-28 octobre 2022 à la MSH Dijon

Organisé par le RT "Normes, déviances et réactions sociales" de l'Association Française de Sociologie (AFS), le LIR3S-CNRS de l'Université Bourgogne Franche-Comté et l'Association des Chercheurs des Organismes de la Formation et de l'Intervention Sociales (ACOFIS), en partenariat avec le GIS-CRITIS, l'IRTESS, l'Université de Bourgogne, la Maison des Sciences de l'Homme de Dijon et l'Association internationale des sociologues de langue française (AISLF).

Le RT3 (Normes, déviances et réactions sociales) de l'Association Française de Sociologie propose un colloque sur la déviance dans l'espace public et les modes d'intervention qui y réagissent, au carrefour de logiques d'assistance et de logiques de contrôle. Appréhendé dans sa dimension matérielle et à travers ses modalités de gestion socio-politique, l'espace public n'est pas ici à comprendre — à la suite de Habermas (1992) — comme un espace de délibération démocratique. Il s'agit bien plutôt de le considérer comme l'ensemble des espaces physiques juridiquement publics (Paquot, 2009) en partant de la rue et de ses extensions (places publiques, squares, parcs, quais de cours d'eau, parkings ouverts, etc.) pour aller vers des espaces aux statuts plus intermédiaires, néanmoins accessibles au(x) public(s) tels que les halls de gare (Joseph, 1999), les galeries de métro (Joseph, 2004), les parkings souterrains, les cages d'escalier (Lussault, 2009), les bibliothèques (Paugam,

Giorgetti, 2013) voire les centres commerciaux (Besozzi, 2017); autant de lieux potentiellement occupés et détournés par des groupes déviants. La question de l'accessibilité et des usages de ces espaces semi-publics (ou semi-privés) relève d'emblée de normes spécifiques et de modalités de contrôle particulières qu'il s'agira d'explorer et problématiser.

La perspective heuristique ici proposée consiste à croiser l'étude des représentations et pratiques des individus et groupes déviants et/ou marginalisés qui s'établissent dans l'espace public, avec l'étude des modalités d'intervention *ad hoc* mises en œuvre par les acteurs qui s'inscrivent dans des logiques de solidarité (travailleurs sociaux, médiateurs sociaux, bénévoles, passants, etc.), de régulation de l'ordre public et/ou de contrôle social – polices, agents de sécurité, vidéosurveillance et prévention situationnelle (Lemaire, 2009 ; Oblet, 2008), etc. Entre ces deux types de logiques, les badauds, voisins (Fourchard, 2018 ; Gourgues, Le Mazier, 2021) et commerçants attestent également de réactions sociales plus informelles (Vélez, 2014 ; Warner, 2014) dont nous pourrions tenir compte. Des formes d'indifférence, de rejet, de solidarité spontanée, de délation ou de contrôle social apparaissent à n'en pas douter dès lors qu'on prête attention aux réactions de ces citoyens ordinaires, en deçà des formes d'intervention institutionnalisées.

Si la sociologie urbaine et la géographie critique (Ginrac, Giroud, 2014) — dans la continuité des travaux pionniers d'Henri Lefebvre (1972 ; 1974) — ont largement fait état des processus de sécurisation et de marchandisation qui traversent la conception et la gestion de l'espace public urbain des villes occidentales, ce colloque entend plutôt examiner *les normativités* qui s'imposent et *les modalités de réactions sociales* (Robert, Bailleau, 2005) qui tentent aujourd'hui de répondre aux problématiques plurielles (sécuritaires, sanitaires, humanitaires, etc.) que posent la présence et les activités de publics déviants, délinquants et/ou marginalisés dans l'espace public. En somme, il s'agit de voir ce que l'espace public fait tant aux publics déviants et/ou marginalisés qu'aux intervenants, et ce qu'il permet, empêche ou conditionne dans leurs interventions.

Ainsi, en nous concentrant d'abord sur la diversité des publics déviants qui s'inscrivent dans l'espace public — avec l'objectif de décrire leurs pratiques dans, et leur rapport à, l'espace public —, il s'agira ensuite de nous focaliser sur la myriade de modes d'intervention et de régulation sociale qui se déploient aujourd'hui, à la charnière entre logiques d'assistance et logiques de contrôle social (Boucher, Malochet, 2012). Dans un troisième temps, en ouvrant une perspective plus longitudinale et sociohistorique, nous observerons les évolutions et mutations des politiques du travail social, des politiques de sécurité ainsi que des modalités de répression — et plus généralement des modes de gestion de l'espace public.

Les propositions attendues peuvent se situer dans l'un des trois axes de travail ci-dessous, ou au croisement de plusieurs axes :

Axe 1. L'espace public et ses déviants : entre appropriation et confrontation

Le premier axe s'intéresse aux usages de l'espace public par les populations déviantes, délinquantes et/ou marginalisées qui s'y inscrivent : formes d'appropriation, de territorialisation, d'invisibilisation, de confrontation avec d'autres citoyens ou encore diverses logiques de sociabilité. Loin de concerner uniquement les personnes sans-domicile ou les dits « clochards » (Vexliard, 1957 ; Gaboriau, 1993 ; Declerck, 2001 ; Besozzi, 2020) cette approche peut concerner une diversité de publics, qu'il s'agisse de « squatters » (Bouillon, 2002), de « bidonvillois » (Daubeuf, Marchal, Besozzi, 2017), de « jeunes en errance » (Chobeaux, 2011), de « jeunes de cité » (Marlière, 2005 ; Lapeyronnie, 2008 ; Boucher,

Marchal, 2019), de bandes de jeunes (Mauger, 2005 ; Sauvadet, 2006 ; Mohammed, Mucchielli, 2007), de gangs (Thrasher, 1927 ; Anderson, 1999 ; Madzou, 2008 ; Venkatesh, 2011, Goffman, 2020), de « casseurs » (Boukir, 2017), de « black blocs » (Dupuis-Déri, 2007), de professionnels du sexe (Mathieu, 2015), d'usagers et dealers de drogue (Fernandez, 2010 ; Felder, Pignolo, 2018 ; Costa, 2021), de « harceleurs de rue » (Lieber, 2008) ou encore de personnes âgées précarisées (Besozzi, 2017), etc. Il s'agira, au-delà de l'examen de leurs caractéristiques sociodémographiques, de comprendre leur rapport pratique et mental à l'espace public ainsi que d'analyser les formes de cohabitation et de confrontation de ces populations avec d'autres citoyens — laissant poindre, à n'en pas douter, des processus de stigmatisation qu'il faudra analyser. Autrement dit, nous interrogerons la manière dont ils font usage de l'espace public, les raisons qu'ils donnent à leurs actions, les représentations qu'ils s'en font et les relations sociales que cela occasionne avec d'autres citoyens (passants, commerçants, autres groupes marginalisés, etc.)

Dans ce sens, comment ces déviants disposent-ils de l'espace public et des différents fragments qui le composent ? Comment s'y inscrivent-ils, y font-ils leur place, se placent-ils et s'y déplacent-ils ? Comment négocient-ils ou imposent-ils leur présence, qu'elle soit temporaire ou plus durable ? Quels arrangements y établissent-ils ? Selon quelles temporalités ? Quelles logiques d'organisation sociale, voire politique, régissent ces arrangements de l'espace et par l'espace ? Dans ce cadre, dans quelle mesure les différentes appartenances de classe, de genre, d'âge et d'ethnie influencent-elles ces usages déviants de l'espace public ? Le cas échéant, quelles relations entretiennent ces divers groupes déviants et/ou marginalisés et comment leurs places respectives se négocient-elles dans l'espace public ? De quelle façon ces usages peuvent-ils être pensés, par complémentarité ou par contraste, comme constitutifs de l'espace public et des représentations et définitions qu'on lui attribue ? Enfin, en quoi ces groupes et leurs pratiques délimitent, renforcent, voire interrogent et bousculent les oppositions ordinaires et normatives entre le *public* et le *privé* ?

Axe 2. Assister, contrôler, réprimer : accompagner les marginaux, réguler l'ordre public et réprimer la délinquance

Un deuxième axe vise à rassembler des communications qui explorent les modes d'intervention dans l'espace public relevant tant des logiques d'assistance et de solidarité que des logiques de contrôle sécuritaire et répressif. Depuis plusieurs années, non sans faire écho aux pratiques professionnelles de prévention spécialisée, d'éducation de rue et de police de proximité (Mouhanna, 2011), « l'aller-vers » et l'action sociale « hors les murs » sont devenus des maîtres-mots de l'intervention sociale. Quels changements ces notions traduisent-elles et induisent-elles dans la conception que les intervenants se font de leur rôle et de leurs modalités d'intervention ? Quelle incidence ont ces modes d'intervention sur les publics déviants, leur réception de l'aide proposée et leur inscription dans l'espace public ? Parallèlement, les formes de régulation de l'ordre public et de répression de la marginalité semblent s'accroître dans le cadre de la gestion sécuritaire de l'espace public. Quels sont les effets sur les populations marginalisées de cette appréhension sécuritaire et répressive de la déviance dans l'espace public ? Nous pourrions à cet égard interroger, par exemple, les doctrines du maintien de l'ordre dans le contexte des quartiers populaires (Boucher, Belqasmi, Marlière, 2013) et des manifestations (Filleule, Jobard, 2020) qui sont parfois le théâtre d'affrontements entre les forces de l'ordre et des manifestants violents : les Brigades anti-criminalité (BAC), les Escadrons de gendarmerie mobile (EGM) et les Compagnies républicaines de sécurité (CRS) prennent ici une place non négligeable dans l'espace public. Il pourrait s'agir ici de questionner les doctrines du maintien de l'ordre dans l'optique d'une comparaison internationale (de Maillard, 2009) ou, de manière plus générale, les modes

d'intervention de la « police des foules » en charge des désordres de grande ampleur et des rassemblements (Jobard, de Maillard, 2015).

Plus encore, loin de séparer de manière dichotomique les logiques d'assistance et les logiques de répression (ou de contrôle social), il s'agira au contraire d'analyser en quoi ces modes idéaux-typiques de réactions sociales s'articulent, se renforcent et s'intègrent mutuellement. Il peut s'agir de l'accompagnement des familles suivies par la protection de l'enfance (Donzelot, 1977), de l'action du SAMU Social (Cefai, Gardella, 2011), de la médiation sociale (Poyraz, 2006 ; Boucher, 2012), de la mise en place d'équipes pluridisciplinaires (Rose, Hurtubise, 2018), de la répression policière, de la surveillance privée d'espaces accessibles aux publics (parkings souterrains, galeries marchandes, halls de gare, etc.) ou d'autres modes d'intervention dans l'espace public (Froment-Meurice, 2016 ; Bony, Froment-Meurice, Lecoquerre, 2021). À cet égard, nous questionnerons l'articulation ou la confrontation des acteurs professionnels, bénévoles ou simples citoyens qui œuvrent soit à l'assistance soit à la répression des publics déviants, stigmatisés et/ou marginalisés. Nous pourrions ainsi interroger la représentation que se font les divers intervenants des différents publics déviants qu'ils rencontrent dans l'espace public, mais également les pratiques et logiques de leur intervention spécialisée.

À ce sujet, plusieurs questionnements émergent : quels sont les fondements, les stratégies, les obstacles et limites de ces différentes modalités d'intervention dans l'espace public ? Quels sont les dispositifs formels et informels mis en œuvre et de quelle façon se dessinent-ils ? Comment se composent, se décomposent et collaborent ces différents acteurs, notamment lorsque leurs publics se mélangent et se confondent dans l'espace ? Par ailleurs, comment ces acteurs définissent, structurent, partagent ou disputent leurs territoires et publics d'intervention ? Quels conflits et enjeux s'en dégagent et que nous apprennent-ils sur la déviance et sur les possibilités de sa régulation dans l'espace public ? En quoi leurs missions s'arriment, se confrontent et redessinent les définitions et frontières de l'espace public, tant dans sa dimension matérielle et juridique que symbolique ? Enfin, comment interagissent-ils avec les publics déviants au sein de l'espace public ? Et de quelle façon ces interactions et leurs rationalités multiples participent-elles à la construction et à la redéfinition de l'espace public ?

Axe 3. Les (dis)continuités des politiques sociales et sécuritaires au prisme des modalités d'intervention dans l'espace public

L'axe 3 du colloque entend proposer une approche socio-historique, longitudinale et de sociologie de l'action publique pour questionner les permanences, les changements et les (dis)continuités des politiques (sociales et sécuritaires) d'intervention dans, et de gestion de l'espace public. Ainsi, si les deux premiers axes s'intéressent à des acteurs (déviants, délinquants et/ou marginalisés ; acteurs de l'intervention sociale, acteurs de la répression), ce troisième angle de réflexion se focalise plutôt sur les aspects institutionnels et réglementaires qui régissent l'intervention dans l'espace public. Autrement dit, ce sont des politiques, des lois, des circulaires et des règlements qui concernent cet axe, dans ce qu'ils révèlent des logiques de gestion et des mutations socio-politiques qui sous-tendent l'intervention dans l'espace public.

Il s'agit ici de penser sur le temps long les mutations de l'intervention dans l'espace public en lien avec les évolutions des pratiques déviantes qui s'y inscrivent et les évolutions de l'espace public lui-même. Ceci s'inscrira nécessairement dans le sillage des réflexions existantes sur les mutations de la production-gestion de l'espace public urbain (Gintrac, Giroud, 2014) et les travaux portant sur les évolutions du travail social (Chauvière, 2007 ;

Dartiguenave, 2010 ; Astier Medini, 2019), sur l'émergence de nouveaux acteurs de la régulation (Brevan, Picard, 2000) et de la répression policière (Bergeron, 1999 ; Mainsant, 2021). Une autre entrée possible consiste à interroger les activités concurrentielles de construction et de mise en récit (Neveu, 2015) de l'espace urbain et des pratiques déviantes et délinquantes qui y prennent place en tant que problèmes publics, tout comme à analyser leur processus d'inscription sur l'agenda public et politique (Cobb, Ross, Ross, 1976). Autrement dit, nous questionnons ici les évolutions des politiques sociales, des politiques répressives et des politiques urbanistiques, notamment au regard de ce que révèlent ces évolutions des processus de construction des problèmes publics et de la philosophie politique qui sous-tend les modalités de réaction sociale face à la déviance, la délinquance et la marginalisation urbaine.

Aux professions « historiques » intervenant directement dans la rue (prévention spécialisée, et plus récemment maraudes) est venue s'ajouter une myriade de professions chargées de la régulation de l'espace public (médiation sociale et animation socioculturelle dans les quartiers, Équipes Mobiles Psychiatrie Précarité, CAARUD, brigades spécialisées de terrain, etc.). En quoi l'émergence de ces (nouvelles) logiques d'intervention entraîne-t-elle une reconfiguration des frontières professionnelles, entendues ici comme les points de connexion qui relient les professions et les oppositions par lesquelles elles se différencient les unes des autres (Autès, 1999) ? Que révèlent ces formes d'intervention des politiques de gestion de l'espace public, de la déviance, de la délinquance et de la marginalité ? L'arrivée de ces métiers, juridiquement et institutionnellement cadrés, induit-elle une mutation des missions du travail social et du maintien de l'ordre, ou favorise-t-elle, au contraire, une réaffirmation de leurs spécificités d'intervention ? En ce qui concerne le travail social en particulier, il est aujourd'hui traversé par des appels au développement des pratiques d'« aller-vers » et de « participation ». Ces incitations traduisent-elles un changement de paradigme pour les professionnels du secteur social ou marquent-elles plutôt une forme de retour à des figures anciennes du travail social (territorialisation initiée avec le développement de la polyvalence de secteur, « aller-vers » propre aux équipes de prévention spécialisée, éducation de rue en lien avec l'éducation populaire des années 1970) ? Finalement, en quoi ce qui se joue aujourd'hui dans l'espace public, entre déviance et réaction sociale, relève-t-il à la fois de formes de continuité et de mutations des rapports de pouvoir et de hiérarchies sociales sous-jacentes ?

Si cet appel concerne les chercheur.es en sciences sociales qui s'intéressent à ces thématiques, nous souhaitons que ce colloque puisse également s'adresser aux différents professionnels confronté.es aux déviances dans l'espace public qui souhaitent valoriser les résultats d'expériences professionnelles, de projets de recherche et d'études.

Les propositions de communication devront indiquer : titre et axe(s) de la communication, nom et prénom des auteur.es, rattachement institutionnel, résumé de 3000 signes (espaces compris) maximum. Elles sont à envoyer avant le **30/04/2022** à rt3@irtsnormandie.ids.fr. Les avis du comité de sélection seront transmis aux auteur.es **fin mai 2022** au plus tard.

Comité d'organisation

- Thibaut BESOZZI (Co-responsable du RT3, LIR3S, Université de Bourgogne) ;
- Manuel BOUCHER (Co-responsable du RT3, ACOFIS, UPVD) ;
- Giorgia MACIOTTI (Co-responsable du RT3, Toulouse 1 Capitole) ;
- Hervé MARCHAL (LIR3S, Université de Bourgogne, AISLF, CRITIS) ;
- Morgane VALAGEAS (LIR3S, Université de Bourgogne).

Comité scientifique

- Christelle ACHARD (CERREV, Université de Caen, RT3-AFS) ;
- Irem Nihan BALCI (TRIANGLE, École Normale Supérieure de Lyon) ;
- Brigitte BALDELLI (CORHIS Université Perpignan, IRTS Perpignan, ACOFIS, CRITIS) ;
- Céline BELLOT (ETS, CICC, Université de Montréal) ;
- Mohamed BELQASMI (ACOFIS, LERS-IRTS-IDS-Normandie, URMIS-UNSA) ;
- Thibaut BESOZZI (co-responsable du RT3-AFS, LIR3S, Université de Bourgogne) ;
- Manuel BOUCHER (co-responsable du RT3-AFS, CORHIS, Université de Perpignan Via Domitia, ACOFIS, CRITIS) ;
- François BRASDEFER (CESDIP, Université libre de Bruxelles, RT3-AFS) ;
- Michel CHAUVIERE (CERSA/CNRS, Université de Paris 2) ;
- Julie COSTA, (Doctorante, Université de Caen, RT3-AFS) ;
- Jean-Yves DARTIGUENAVE (LAS/ Université de Rennes 2) ;
- Laura DELCOURT (CeRIES, Université de Lille, RT3-AFS) ;
- Konstantinos (Costa) DELIMITSOS (CRESSPA/GTM Paris 8, IRTS IDF Montrouge – Neuilly-sur-Marne, RT3-AFS) ;
- Jacques DE MAILLARD (CESDIP-CNRS, Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines) ;
- François DIEU (IDETCOM, Université Toulouse 1 Capitole) ;
- Julie Alev DILMAÇ (PHILÉPOL, Université de Paris) ;
- Bruno DOMINGO (IDETCOM, Université Toulouse 1 Capitole) ;
- François DUBET (Centre Emile Durkheim, Université de Bordeaux / EHESS) ;
- Nicolas DUVOUX (CNLE, Université Paris 8) ;
- Jérôme FERRET, (IDETCOM, Université Toulouse 1 Capitole) ;
- Lionel FRANCOU (IACSUC Louvain) ;
- Lucile FRANZ (ISS-LINES, Université de Lausanne, RT3-AFS) ;
- Jean-François GASPARD (CESP, Haute École Louvain en Hainaut) ;
- Walter GRECO (DISPES, Université de Calabre, CRITIS) ;
- Sonja KELLENBERGER (IRTESS-Dijon) ;
- Giorgia MACIOTTI (co-responsable du RT3-AFS, IDETCOM, Université Toulouse 1 Capitole) ;
- Virginie MALOCHET (IAU-ÎdF, CESDIP-CNRS) ;
- Hervé MARCHAL (LIR3S-Université de Bourgogne – RT3 AFS) ;
- Eric MARLIÈRE (Université de Lille, CeRIES, RT3-AFS, ACOFIS) ;
- Gérard MAUGER (CSE, CNRS) ;
- Christian MOUHANNA (CESDIP-CNRS) ;
- Régis PIERRET ((IRTS-IDS Normandie, RT3-AFS, ACOFIS, CRITIS) ;
- Isabelle RAFFESTIN (Université de Montréal, RT3-AFS) ;
- Philippe ROBERT (CESDIP, CNRS, Université de Versailles-Saint-Quentin) ;
- Stéphanie RUBI (CERIIS, Université Paris Descartes).
- Nicolas SALLÉE (Département de sociologie, Université de Montréal) ;
- Thomas SAUVADET (LIRTES, Université Paris-Est Créteil Val de Marne) ;
- François SENTIS (SocialLab - IRTS Paca et Corse, ACOFIS, CRITIS) ;
- Dominique SISTACH (CORHIS, Université de Perpignan Via Domitia, RT3-AFS) ;
- Jean-Marc STÉBÉ (Université de Lorraine) ;
- Jean VIGREUX (LIR3S-Université de Bourgogne) ;
- Alain VULBEAU (CREF, Université Paris Ouest Nanterre La Défense) ;
- Michel WIEVIORKA (EHESS) ;
- Djemila ZENEIDI-HENRY (PASSAGE – CNRS)

Bibliographie indicative

Anderson Elijah, *Code of the street. Decency, Violence, and the Moral Life of the Inner City*, W. W. Norton, New-York.

Astier Isabelle, Medini Arezki, 2019, *Sociologie de l'intervention sociale*, Paris, Armand Colin.

Autès Michel, 1999, *Les paradoxes du travail social*, Paris, Dunod.

Bergeron Henri, 1999, *L'État et la toxicomanie*, Paris, Presses universitaires de France.

Besozzi Thibaut, 2017, *La société des galeries marchandes*, Paris, Téraèdre.

Besozzi Thibaut, 2020, *Idées reçues sur les SDF. Regard sur une réalité complexe*, Paris, Cavalier Bleu.

Bony Lucie, Froment-Meurice Muriel, Lecoquierre Marion, 2021, « Les dimensions spatiales du maintien de l'ordre », *Carnets de géographes*, n° 15.

Boucher Manuel, Marchal Hervé (dir.), 2019, *Banlieues, cités ghettos, bidonvilles, campements... Définitions, mythes et réalités*, Paris, L'Harmattan.

Boucher Manuel, Malochet Virginie (dir.), 2012, *Regards croisés sur la régulation des désordres*, Paris, L'Harmattan.

Boucher Manuel, 2012, « L'ethnicisation de la médiation sociale dans des "quartiers ghettos". Non, la politique des « grands frères » n'est pas morte ! », *Migrations Société*, vol. 140, n°2, pp. 25-34.

Boucher Manuel, Belqasmi Mohamed, Marlière Eric, 2013, *Casquettes contre képis. Enquête sur la police de rue et l'usage de la force dans les quartiers populaires*, Paris, L'Harmattan.

Bouillon Florence, 2002, « À quoi servent les squats : compétences des acteurs et ressources des lieux », *Revue française des affaires sociales*, n° 45-63, pp. 45-63.

Boukir Kamel, 2017, « "Délire de ouf". La vie interne d'un groupe de "casseurs" durant les manifestations politiques de jeunes à Paris en 2006 », in A. Cottureau, S. Baciocchi & M.-P. Hille (dir.), 2017, *Le pouvoir des gouvernés. Ethnographies de savoir-faire politiques, du Mexique à la Chine*, Bruxelles, Peter Lang, pp. 267-298.

Brevan Claude, Picard Paul, 2000, *Une nouvelle ambition pour les villes. De nouvelles frontières pour les métiers*, rapport au ministre délégué de la ville Claude Bartolone.

Cefai Daniel, Gardella Édouard, 2011, *L'urgence sociale en action. Ethnographie du Samusocial de Paris*, Paris, La Découverte.

Chauvière Michel, 2007, *Trop de gestion tue le social. Essai sur une discrète chalandisation*, Paris, La Découverte.

Chobeaux François, 2011, *Les nomades du vide*, Paris, La Découverte.

CNLAPS, 2016, *Demain la prévention spécialisée : entre éducatif et social*. Sous la direction de Louis Dubouchet et la coordination de Geneviève Casanova, Marseille, Comité National de Liaison des Acteurs de la Prévention Spécialisée/Association Départementale Pour le Développement des Actions de Prévention 13.

Roger Cobb, Ross Jennie-Keith, Ross Marc Howard, 1976, « Agenda building as comparative political process », *American Political Review*, vol. 70, n. 1, pp. 126-138.

- Costa Julie, 2021, « Incursions ethnographiques sur les territoires du crack à Paris », *Revue Swaps – Santé, réduction de risques et usages de drogues*, n° 98-99, pp. 6-11.
- Damon Julien, Thierry Paquot, *Les 100 mots de la ville*, Paris, PUF.
- Dartiguenave Jean-Yves, 2010, *Pour une sociologie du travail social*, Rennes, PUR.
- Daubeuf Jean-Baptiste, Marchal Hervé, Besozzi Thibaut, 2017, *Idées reçues sur les bidonvilles en France*, Paris, Cavalier Bleu.
- Declerck Patrick, 2001, *Les naufragés. Avec les clochards de Paris*, Paris, Plon.
- De Maillard Jacques, 2009, « Réformes des polices dans les pays occidentaux. Une perspective comparée », *Revue française de science politique*, vol. 59, n°6, p. 1197-1230.
- Donzelot Jacques, 1977, *La police des familles*, Paris, Éditions de minuit.
- Dupuis-Déri Francis, 2007, *Les Black blocs. La liberté et l'égalité se manifestent*, Montréal, Lux.
- Felder Maxime, Pignolo Loic, 2018, « “Je préfère les dealers à une rue déserte” : coexistence et familiarisation en milieu urbain », *Sociologie*, n° 9, pp. 1-18.
- Fernandez Fabrice, 2010, *Emprises, drogues, errance, prison : figures d'une expérience totale*, Bruxelles, Larcier.
- Filleule Olivier, Jobard Fabien, 2020, *Politiques du désordre. La police des manifestations en France*, Paris, éd. Seuil.
- Froment-Meurice Muriel, 2016, *Produire et réguler les espaces publics contemporains : les politiques de gestion de l'indésirabilité à Paris*, Thèse pour l'obtention du doctorat de géographie, Université Paris-Est et Université de Genève, Paris.
- Fourchard Laurent, 2018, « État de littérature. Le vigilantisme contemporain. Violence et légitimité d'une activité policière bon marché », *Critique internationale*, vol. 78, n° 1, pp. 169-186.
- Gaboriau Patrick, 1993, *Clochard. L'univers d'un groupe de sans-abri parisiens*, Paris, Julliard.
- Gintrac Cécile, Giroud Matthieu (Dir.), 2014, *Villes contestées. Pour une géographie critique de l'urbain*, Paris, Les Prairies ordinaires.
- Goffman Alice, 2020, *L'art de fuir. Enquête sur une jeunesse dans le ghetto*, Paris, éd. Seuil.
- Gourgues Guillaume, Le Mazier Julie (Dir.), 2021, Dossier « Participations à l'ordre », *Revue Participations*, n° 29, pp. 7 -235.
- Groupe de travail inter-institutionnel, 2004, *La prévention spécialisée, enjeux actuels et stratégies d'action*, Montreuil, Fédération de la Santé et de l'Action Sociale.
- Habermas Jürgen, 1992, *L'espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Paris, Payot.
- Jobard Fabien, de Maillard Jacques, 2015, *Sociologie de la police. Politiques, organisations, réformes*, Paris, Armand Colin.
- Joseph Isaac (dir.), 1999, *Villes en gare*, Paris, Éditions de l'Aube.
- Joseph Isaac, 2004, *Météor. Les métamorphoses du métro*, Paris, Economica.
- Lapeyronnie Didier, 2008, *Ghetto urbain. Ségrégation, violence, pauvreté en France aujourd'hui*, Paris, Robert Laffont.

- Lefebvre Henri, 1972. *Le Droit à la ville* suivi de *Espace et politique*, Paris, Anthropos.
- Lefebvre Henri, 1974, *La production de l'espace*, Paris, Anthropos.
- Lemaire Elodie, 2019, *L'œil sécuritaire : Mythes et réalités de la vidéosurveillance*, Paris, La Découverte.
- Lieber Marylène, 2008, *Genre, violences et espaces publics. La vulnérabilité des femmes en question*, Paris, Les Presses de Sciences Po.
- Lussault Michel, 2009, *De la lutte des classes à la lutte des places*, Paris, Grasset.
- Madzou Lamence, 2008, *J'étais un chef de gang*, Paris, éd. La Découverte.
- Mainsant Gwénaëlle, 2021, *Sur le trottoir, l'Etat. La police face à la prostitution*, Paris, Seuil.
- Marlière Éric, *Jeunes en cité. Diversité des trajectoires ou destin commun ?*, Paris, L'Harmattan.
- Marques Ana, 2013, « Des équipes mobiles de psychiatrie-précarité : Une forme d'articulation entre les champs social et psychiatrique », *Le Sociographe*, n° 42, pp. 67-77.
- Mathieu Lilian, 2015, *Sociologie de la prostitution*, Paris, La Découverte.
- Mauger Gérard, *Les bandes, le milieu et la bohème populaire, Étude de sociologie de la déviance des jeunes des classes populaires (1975-2005)*, Paris, Belin.
- Mohammed Marwan, Mucchielli Laurent (dir.), 2007, *Les bandes de jeunes. Des blousons noirs à nos jours*, Paris, éd. La découverte.
- Monnier Bernard, 2010, « La prévention dans la rue : les éducateurs de rue face aux nouveaux intervenants », *Informations sociales*, n° 161, pp. 84-92.
- Mouhanna Christian, 2011, *La police contre les citoyens ?*, Paris, Champ social.
- Neveu Erik, 2015, *Sociologie politique des problèmes publics*, Paris, Armand Colin.
- Oblet Thierry, 2008, *Défendre la ville*, Paris, PUF.
- Paquot Thierry, 2009, *L'espace public*, Paris, La Découverte.
- Paugam Serge, Giorgetti Camila, 2013, *Des pauvres à la bibliothèque*, Paris, PUF.
- Poyraz Mustafa, 2006, « Animateur : un métier de régulation sociale en voie de dégradation », in Pierre Cours-Salies et al., *Le bas de l'échelle*, Paris, ERÈS, pp. 53-65.
- Robert Philippe, Bailleau Francis, 2005, « Normes, déviances, réactions sociales sous le regard de jeunes sociologues français », *Déviance et Société*, vol. 29, n°2, pp. 99-101.
- Rose Marie-Claude, Hurtubise Roch, 2018, « Les enjeux normatifs de l'intervention en itinérance : Au croisement du social et du juridique », in S. Roy, D. Namian, & C. Grimard (dir.), 2018, *Innommables, inclassables, ingouvernables : Aux frontières du social*, Québec, Presses de l'Université du Québec, pp. 127-143.
- Sauvadet Thomas, 2006, *Le capital guerrier. Concurrence et solidarité entre jeunes de cité*, Paris, éd. Armand Colin.
- Thrasher Frederic M., 2013 (1927), *The Gang: A Study of 1,313 Gangs in Chicago*, Chicago, University of Chicago Press.
- Vélez Maria B., 2014, « Informal Social Control », in Bruinsma G. & Weisburd D. (ed), *Encyclopedia of Criminology and Criminal Justice*, New-York, Springer.
- Venkatesh Sudhir, 2011, *Dans la peau d'un chef de gang*, Paris, éd. L'école des loisirs.

Vexliard Alexandre, 1957, *Le Clochard. Étude de psychologie sociale*, Paris, Desclée de Brouwer.

Warner Barbara D., 2014, « Neighborhood factors related to the likelihood of successful informal social control efforts », *Journal of Criminal Justice*, n°5, vol. 42, pp 421-430.